Questions au Feuilleton

2. N'étant pas disposées à acheter la base, les deux administrations n'ont vu aucune objection à ce que la Corporation en propose la vente par appels d'offres.

LA B.F.C. FOYMOUNT—L'ACCÈS AUX INSTALLATIONS PAR PÈRLEX INTERNATIONAL

Question nº 2027-M. Reynolds:

- 1. La C.D.B.C. a-t-elle refusé l'accès des installations de la B.F.C. Foymount à l'équipe de vérification de Perlex International Chemicals Ltd.?
 - 2. Ce refus était-il conforme aux règlements de la C.D.B.C.?

L'hon. Jean-Pierre Goyer (ministre des Approvisionnements et Services): En ce qui concerne la Corporation de disposition des biens de la Couronne: 1. Personne à la Corporation de disposition des biens de la Couronne n'a interdit à des représentants de Perlex International de visiter les installations de la B.F.C. de Foymount.

2. Conformément à l'appel d'offres lancé par la Corporation de disposition des biens de la Couronne, les soumissionnaires éventuels sont priés d'inspecter tout le matériel mis en vente avant de présenter une soumission officielle.

LA B.F.C. FOYMOUNT—LES DIFFICULTÉS ÉPROUVÉES PAR LA COMPANY 260303 HOLDINGS LTD.

Question nº 2029-M. Reynolds:

- 1. La Company 260303 Holdings Ltd. a-t-elle conclu des accords de vente avec la C.D.B.C. avant la vente de la B.F.C. Foymount et, dans l'affirmative, quels étaient-ils?
- 2. La société a-t-elle su exécuter les contrats antérieurs de façon à prévenir toute plainte quant à ses relations avec la C.D.B.C.?

L'hon. Jean-Pierre Goyer (ministre des Approvisionnements et Services): En ce qui concerne la Corporation de disposition des biens de la Couronne: 1. Oui. La vente de la base des Forces canadiennes de Clinton (Ontario).

2. Oui.

L'ENCOURAGEMENT DU BILINGUISME DANS L'ENSEIGNEMENT

Question nº 2134—M. Herbert:

1. Au sujet de la réponse à la question n° 957, le montant total des contributions gouvernementales destinées à encourager le bilinguisme dans l'enseignement, au cours de l'année 1973-1974, s'est-il élevé à \$39,149,854 pour le Québec, et à \$22,740,455 pour l'Ontario?

- 2. A combien estime-t-on les contributions gouvernementales pour les années 1974-1975 et 1975-1976?
- 3. Combien le gouvernement a-t-il contribué pour encourager le bilinguisme dans l'enseignement, au cours de l'année 1973-1974, a) chez les anglophones du Québec, b) chez les francophones de l'Ontario?

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): 1. Québec: \$39,486,575; Ontario: \$22,240,455.

- 2. 1974-75: Québec: \$49,726,242; Ontario: \$26,639,073; 1975-76: Québec: \$54,694,866; Ontario: \$30,302,980.
 - 3. a) \$589,191*; b) \$621,497*.

*Ces sommes englobent les bourses et les frais d'exploitation des centres de formation linguistique, et s'appliquent à l'enseignement de l'une des deux langues officielles à titre de seconde langue.

S.D.I.C.C.—L'AIDE FINANCIÈRE À LA DIFFUSION DU FILM «HOCKEY VS XOKKEN»

Question nº 2152-M. Herbert:

La Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne a-t-elle refusé d'accorder une aide financière pour la diffusion du film «Hockey vs Xokken» sur le tournoi Canada-Russie de 1974 et, dans l'affirmative, pourquoi?

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): La Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne me transmet les renseignements suivants: Non, mais en 1973, elle a refusé une demande similaire présentée par Arthur Harnett Entreprises Ltd., Communications Consultants, de Toronto, pour la raison que le film proposé n'était pas un long métrage (c.-à-d. dont le temps de projection n'est pas inférieur à 75 minutes et conçu pour sa présentation dans les cinémas). Les modifications proposées à la loi de la S.D.I.C.C. permettraient le financement de ce genre de films.

TRANSPORTS—PERSONNEL AUPRÈS DU MINISTRE

Question nº 2194-M. Fortin:

Quels sont a) le nom, b) l'échelle de salaires, c) les responsabilités de toutes les personnes qui ont rempli les fonctions d'adjoint administratif, d'adjoint spécial, de secrétaire particulier, d'expert-conseil ou de conseiller auprès du ministre des Transports, du début du 28° Parlement jusqu'à ce jour?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Voici la réponse:

Nom	Titre	Date	Traitement maximal	Responsabilités
M. Bégin	Adjoint spécial	03/09/74 à date	21,000	Toutes les fonctions liées au rôle d'un adjoint spécial
L. M. Dion	Adjoint spécial	14/05/73-23/01/74	17,500	Toutes les fonctions liées au rôle d'un adjoint spécial
L. M. Dion	Adjoint administratif	24/01/74-31/03/74 01/04/74 à date	20,000 25,000	Toutes les fonctions liées au rôle d'un adjoint administratif
J. M. Fairchild	Adjoint spécial	09/05/73-31/03/74 01/04/74 à date	17,500 21,000	Toutes les fonctions liées au rôle d'un adjoint spécial
A. Giroux	Adjoint spécial	27/11/72-31/03/74 03/04/74 à date	17,500 21,000	Toutes les fonctions liées au rôle d'un adjoint spécial
M. I. Racette	Secrétaire particulière	01/08/74 à date	14,500	Toutes les fonctions liées au rôle d'une secrétaire particulière
G. B. Black	Adjoint spécial	04/01/73-01/12/73	17,500	Toutes les fonctions liées au rôle d'un adjoint spécial
F. Côté	Adjoint spécial	11/03/74-31/03/74 01/04/74-17/08/74	17,500 21,000	Toutes les fonctions liées au rôle d'un adjoint spécial
M. A. Dovle	Adjoint spécial	15/02/73-01/06/74	17,500	Toutes les fonctions liées au rôle d'un adjoint spécial
M. C. G. Carrière	Adjoint administratif	27/11/72-31/03/73	20,000	Toutes les fonctions liées au rôle d'un adjoint administratif
J. M. Favreau	Adjoint administratif	16/04/73-04/02/74	20,000	Toutes les fonctions liées au rôle d'un adjoint administratif

[M. Goyer.]